

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1910.

Proposition de loi sur les pensions du personnel enseignant

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

D'après la législation actuelle en vigueur, les maxima des pensions des membres du personnel enseignant de l'État et des communes ne peuvent dépasser les deux tiers du traitement moyen, ni une somme de 5,000 francs. Les autres fonctionnaires civils relevant de l'État ont vu les maxima de leurs pensions relevés par la loi du 10 janvier 1886. Ces maxima ont été portés aux trois quarts du traitement moyen des cinq dernières années et à 7,500 francs. Pour eux, la loi de 1886 a été une véritable loi réparatrice. Il n'en est pas de même pour le personnel enseignant, qui a été exclu du bénéfice des nouveaux maxima.

Pour justifier cette exclusion, il a fallu donner à l'article 4 de la loi précitée une interprétation contre laquelle M. le sénateur Graux a protesté, dans les lumineux discours qu'il prononça au cours des séances du Sénat pendant la session de 1885-1886 (1).

On a prétendu que le personnel enseignant est favorisé au point de vue des pensions : 1° parce que les professeurs et les instituteurs peuvent être pensionnés à l'âge de 60 ans et demander leur mise à la retraite à l'âge de 55 et de 50 ans ; 2° parce que leur pension est calculée sur le coefficient de 1/55 par année de services ; 3° parce que le personnel enseignant peut faire compter les diplômes, dans la liquidation des pensions, pour un certain nombre d'années de services.

Il ne paraît plus nécessaire de réfuter les raisons qu'on a invoquées pour justifier l'exclusion du personnel enseignant du bénéfice de la loi de 1886. Nous croyons pouvoir nous référer à la note que la minorité de la section centrale chargée de l'examen du Budget des Sciences et des Arts pour l'exercice 1909 a fait annexer au rapport de M. Le Paige. Tous les arguments y sont exposés d'une manière complète.

(1) Voir *Annales parlementaires*, session de 1885-1886, pp. 66 et ss.

Dans les congrès tenus par les associations professionnelles du personnel de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen, la question a été discutée à diverses reprises et d'une manière approfondie ; maintes fois le vœu a été émis que la législature mît enfin les instituteurs et les professeurs, au point de vue des maxima des pensions, sur le même pied que les autres fonctionnaires de l'État.

Au surplus, le rapport de la section centrale chargée de l'examen du Budget des Sciences et des Arts pour l'exercice 1908 a exprimé l'avis qu'il y avait lieu de faire droit aux justes revendications du personnel enseignant. M. Colaert, rapporteur de la section centrale pour l'exercice 1908, relevait dans son rapport — n° 85 — les raisons qui militent en faveur des revendications du personnel enseignant et les soumettait à la bienveillante attention du Gouvernement et de la Chambre, en *les priant de donner une prompt solution à la question*.

Chaque année, d'ailleurs, des députés, appartenant aux diverses fractions de la Chambre, se font l'écho, au cours de la discussion du Budget des Sciences et des Arts, des légitimes revendications du personnel enseignant.

Nous estimons que la question a été suffisamment étudiée et qu'il existe, au sein des Chambres une majorité disposée à réparer l'injustice dont se plaint à juste titre le personnel enseignant.

Telle est la raison d'être du présent projet.

L'article 1 concerne le relèvement des maxima des pensions en faveur des membres du corps enseignant.

L'article 2 est relatif au relèvement du coefficient actuel de $1/55$ à $1/50$ par année de services. Cette disposition ne concerne que les instituteurs, dont les fonctions réclament incontestablement une dépense de force et d'énergie qui altère rapidement et gravement la santé.

La législation actuelle le reconnaît, d'ailleurs, elle-même implicitement, puisqu'elle les admet à prendre leur retraite à un âge (50 ans) moins avancé que les autres membres du personnel enseignant (55 ans).

Diverses administrations communales, notamment celles d'Ixelles, de Saint-Gilles, d'Anvers, de Bruxelles, de Saint-Josse-ten-Noode, de Boitsfort, de Molenbeek-Saint-Jean, de Laeken, de Gand, etc., ont reconnu le bien-fondé des revendications du personnel enseignant primaire et accordent à leurs instituteurs, sur les fonds communaux, un supplément de pension calculé sur la base de $1/50$. La pension des instituteurs de ces communes peut atteindre les $5/4$ du traitement.

L'article 5 reproduit l'article 2 de la loi du 25 août 1901, relative aux pensions des instituteurs. Aux termes de cet article et de l'article 1^{er}, le traitement qui sert de base au calcul de la pension est la moyenne la plus favorable des traitements de cinq années consécutives.

Actuellement la pension du personnel enseignant, relevant directement de l'État, se calcule sur le traitement moyen des cinq dernières années, qui sont généralement les plus favorables au point de vue des revenus. Il n'en est cependant pas toujours ainsi. Le minerval dans les athénées, le boni dans les écoles moyennes, les indemnités du chef de cours accessoires peuvent

varier et amener une diminution dans le total des revenus. La pension peut se ressentir de cette situation. C'est pour obvier à cet inconvénient que l'article 5 est introduit dans le projet.

Quant aux articles 4 et 5, ils ne sont que la reproduction des articles semblables 2 et 3 de la loi du 10 janvier 1886. Ils sont relatifs, l'article 2, à la revision des pensions des membres du personnel enseignant admis à la retraite ou pensionnés avant la mise en vigueur de la présente loi, et l'article 5, à l'ouverture d'un crédit pour couvrir les frais résultant de cette révision.

FERNAND COCQ.



PROPOSITION DE LOI

sur les pensions du personnel
enseignant.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 1^{er} de la loi du 10 janvier 1886, relatives aux *maxima*, sont applicables à la liquidation des pensions :

1° Des membres du corps administratif et enseignant des établissements d'instruction moyenne dirigés par le Gouvernement ;

2° Des membres du corps administratif et enseignant des établissements normaux d'instituteurs et d'institutrices de l'État ;

3° Des inspecteurs et inspectrices des mêmes établissements ou des écoles primaires communales et adoptées, jouissant, comme fonctionnaires de l'État, d'un traitement sur le Trésor public ;

4° Des professeurs, directeurs et inspecteurs communaux ;

5° Des membres du personnel enseignant des écoles communales primaires, gardiennes ou d'adultes, ainsi que des membres du personnel enseignant des écoles primaires adoptées, ayant la qualité de Belge et auxquels s'appliquent les articles 13 et 15 de la loi organique de l'enseignement primaire du 15 septembre 1895 ;

6° Du personnel administratif et enseignant de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers et des écoles moyennes d'agriculture de l'État.

WETSVOORSTEL

op de pensioenen van het onderwijzend
personeel.

EERSTE ARTIKEL.

De bepalingen vervat in het 3^o lid van artikel 1 der wet van 10 Januari 1886, betreffende de *maxima*, zijn van toepassing op de berekening der pensioenen van :

1° De leden van het beheerend en onderwijzend korps van de inrichtingen voor middelbaar onderwijs, door den Staat bestuurd ;

2° De leden van het beheerend en onderwijzend korps der normale inrichtingen voor onderwijzers en onderwijzeressen van den Staat ;

3° De opzieners en opziensters van dezelfde inrichtingen of van de lagere gemeentescholen of lagere aangenomen scholen, die, als Staatsbeambten, eene door de Schatkist betaalde jaarwedde genieten ;

4° De leeraren, bestuurders en toezieners van gemeentescholen ;

5° De leden van het onderwijzend personeel der lagere gemeentescholen, der bewaarscholen of der scholen voor volwassenen, alsmede de leden van het onderwijzend personeel der aangenomen lagere scholen, die de hoedanigheid van Belg bezitten en op wie de artikelen 13 en 15 der organieke wet van 15 September 1895 op het lager onderwijs van toepassing zijn ;

6° Het beheerend en onderwijzend personeel van het Hooger Handelsinstituut te Antwerpen en van Staats middelbare scholen voor landbouw.

ART. 2.

Le tableau annexé à l'article 8 de la loi du 21 juillet 1844 est complété par l'adjonction des membres du personnel enseignant et administratif des écoles primaires, gardiennes et d'adultes, communales et adoptées. Chaque année de services compte, dans la liquidation, pour $\frac{1}{50}$ du traitement qui sert de base à la pension.

ART. 5.

Le traitement qui sert de base à la liquidation de la pension des membres du corps enseignant repris à l'article 1^{er}, est la moyenne la plus favorable des traitements de cinq années consécutives.

ART. 4.

Les pensions des membres du corps enseignant admis à la retraite ou pensionnés avant la mise en vigueur de la présente loi, seront révisées d'après les bases indiquées aux articles 1, 2 et 3 avec jouissance à partir du 1^{er} janvier 1910.

ART. 5.

Un crédit spécial de 15,000 francs est ouvert au Ministère des Finances pour couvrir les frais résultant de la revision des pensions des membres du corps enseignant, conformément aux dispositions de la présente loi. Il sera rattaché au budget de ce département pour l'exercice 1910.

ART. 2.

De bij artikel 8 der wet van 21 Juli 1844 gevoegde tabel wordt aangevuld door toevoeging van de leden van het beheerend en onderwijzend personeel der lagere scholen, der bewaarscholen en der scholen voor volwassenen, zoowel gemeentescholen als aangenomen scholen. Elk dienstjaar telt, bij de pensioensberekening, voor $\frac{1}{50}$ van de jaarwedde die tot grondslag dient aan het pensioen.

ART. 5.

De jaarwedde die tot grondslag dient aan de berekening van het pensioen der leden van het onderwijzend korps, in artikel 1 vermeld, is het meest voordeelige gemiddeld bedrag der jaarwedden van vijf achtereenvolgende jaren.

ART. 4.

De pensioenen der leden van het onderwijzend korps, tot het pensioen toegelaten of op pensioen gesteld vóór het in werking treden van deze wet, worden herzien naar de grondslagen aangeduid in de artikelen 1, 2 en 3, met volle genot te rekenen van 1 Januari 1910.

ART. 5.

Een bijzonder krediet van 15,000 frank wordt ter beschikking van het Ministerie van Financiën gesteld tot bestrijding van de kosten die, ingevolge deze wet, moeten voortspruiten uit de herziening der pensioenen van de leden van het onderwijzend korps. Het wordt opgenomen in de Begrooting van dat Departement voor het dienstjaar 1910.

Fernand Cocq,
Fg. Masson,
A. Buyl.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 FEBRUARI 1910.

Wetsvoorstel op de pensioenen van het onderwijzend personeel.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Volgens de bestaande wetten, mag het hoogste bedrag van de pensioenen der leden van het onderwijzend personeel van den Staat en van de gemeenten, noch twee derden van de gemiddelde jaarwedde, noch de som van 5,000 frank overschrijden. Voor de andere burgerlijke ambtenaren, die van den Staat afhangen, werd het maximum-pensioen verhoogd door de wet van 10 Januari 1886. Dit maximum werd gebracht tot op drie vierden van de gemiddelde jaarwedde der laatste vijf jaren en op 7,500 frank. Voor hen was de wet van 1886 eene echte herstellingswet. Dat is het geval niet met het onderwijzend personeel dat buiten het voorrecht van de nieuwe maxima werd gesloten.

Om deze buitensluiting te rechtvaardigen, moest artikel 4 van gezegde wet worden verklaard op eene wijze waartegen de heer Senator Graux protest aantekende in de flinke redevoeringen die hij uitsprak in den Senaat gedurende het zittingsjaar 1885-1886 (1).

Men heeft beweerd dat het onderwijzend personeel bevoordeeld is ten aanzien van de pensioenen : 1° omdat de leeraars en de onderwijzers op pensioen kunnen worden gesteld op den leeftijd van 60 jaar en hun pensioen kunnen aanvragen op den leeftijd van 55 en 50 jaar ; 2° omdat hun pensioen berekend wordt naar den grondslag van $\frac{1}{55}^{\text{ste}}$ voor elk jaar dienst ; 3° omdat het onderwijzend personeel het recht heeft de diploma's te doen gelden, voor een zeker getal jaren dienst, tot het bepalen van de pensioenen.

Thans is het niet meer noodig, de redenen te weerleggen, die werden aangevoerd om het onttrekken, aan het onderwijzend personeel, van het voorrecht der wet van 1886 te rechtvaardigen. Wij meenen te mogen verwijzen naar de nota die de minderheid van de Middenafdeeling, belast met het onderzoek der Begrooting van Wetenschappen en Kunsten voor het

(1) Zie *Handelingen*, zittingsjaar 1885-1886, bladz. 66 en volgende.

dienstjaar 1909, als bijlage deed toevoegen aan het verslag van den heer Le Paige. In die nota zijn al de beweegredenen breedvoerig uiteengezet.

Op de congressen, gehouden door de vakvereenigingen van het lager en middelbaar onderwijzend personeel, werd het vraagstuk herhaalde malen en grondig behandeld; menigmaal werd de wensch uitgedrukt dat de Wetgevende Kamers de onderwijzers en leeraars eindelijk op gelijken voet zouden stellen met de andere ambtenaren van den Staat, wat betreft de maxima-pensioenen.

Daarenboven drukt het verslag van de Middenafdeeling, belast met het onderzoek der Begrooting van Wetenschappen en Kunsten voor het dienstjaar 1908, de meening uit, dat het raadzaam ware, recht te laten wedervaren aan de billijke eischen van het onderwijzend personeel. De heer Colaert, verslaggever van de Middenafdeeling voor het dienstjaar 1908, deelde, in zijn verslag (n^o 85), de redenen mede, die pleiten ten voordeele van de eischen van het onderwijzend personeel en vestigde daarop de welwillende aandacht van de Regeering en van de Kamer; *tevens verzocht hij haar, die quaestie zoo spoedig mogelijk op te lossen.*

Overigens, telken jare, bij de behandeling van de Begrooting van Wetenschappen en Kunsten, treden Volksvertegenwoordigers, behorende tot de verschillende groepen der Kamer, op om de billijke eischen van het onderwijzend personeel te steunen.

Wij denken dat de zaak genoegzaam werd bestudeerd en dat er in de Kamer eene meerderheid bestaat, bereid om de onrechtvaardigheid te herstellen, waarover het onderwijzend personeel terecht klaagt.

Daarom werd dit voorstel ingediend.

Artikel 1 bedoelt de verhooging van het maximum-pensioen voor de leden van het onderwijzend personeel.

In artikel 2 geldt het de verhooging van het thans aangenomen cijfer (1/55^{ste}) tot op 1/50^{ste} voor elk jaar dienst. Deze bepaling is alleen van toepassing op de onderwijzers wier ambt onbetwistbaar zoo 'n groote krachtinspanning vergt, dat zij de gezondheid snel en ernstig krenkt.

De bestaande wet bekent het overigens zelf, stilzwijgenderwijs, daar zij hun toelaat, hun pensioen aan te vragen op den leeftijd van 50 jaar, bijgevolg vroeger dan de andere leden van het onderwijzend personeel, die daartoe den leeftijd van 55 jaren moeten bereikt hebben.

Verscheidene gemeentebesturen, met name die van Elsene, Sint-Gillis, Antwerpen, Brussel, Sint-Joost-ten-Oode, Boschvoorde, Sint-Jans-Molenbeek, Laken, Gent, enz., hebben de eischen van het lager onderwijzend personeel ingewilligd en verleen en aan hunne onderwijzers, uit de gemeentekas, een aanvullend pensioen, berekend op den grondslag van 1/50^{ste}. Het pensioen der onderwijzers van die gemeenten kan drie vierden van hunne jaarwedde bereiken.

Artikel 3 is de herhaling van artikel 2 der wet van 25 Augustus 1901 betreffende de pensioenen der onderwijzers. Naar luid van dat artikel en naar luid van artikel 1 is de jaarwedde, die tot grondslag dient voor de berekening van het pensioen, het meest voordeelige gemiddeld bedrag der jaarwedden van vijf achtereenvolgende jaren.

Thans wordt het pensioen van het onderwijzend personeel, dat rechtstreeks van den Staat afhangt, berekend naar de gemiddelde jaarwedde der laatste vijf jaren, die doorgaans de voordeeligste zijn ten opzichte van het inkomen. Nochtans is het niet altijd zóó. Het schoolgeld in de atheneums, het batig slot in de middelbare scholen, de vergoedingen voor bijkomende leergangen kunnen het totaal bedrag van het inkomen doen verminderen; zóó kan het pensioen worden beïnvloed. Om dit bezwaar te voorkomen, is artikel 3 in het ontwerp opgenomen.

De artikelen 4 en 5 zijn enkel de herhaling van de eensluidende artikelen 2 en 3 der wet van 10 Januari 1886. Artikel 2 betreft de herziening van de pensioenen der leden van het onderwijzend personeel, tot het pensioen toegelaten of op pensioen gesteld vóór het in werking treden van deze wet; artikel 3 bedoelt het uittrekken van een krediet om de uit deze herziening voortspruitende kosten te bestrijden.

FERNND COCQ.



PROPOSITION DE LOI

sur les pensions du personnel
enseignant.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 1^{er} de la loi du 10 janvier 1886, relatives aux *maxima*, sont applicables à la liquidation des pensions :

1° Des membres du corps administratif et enseignant des établissements d'instruction moyenne dirigés par le Gouvernement ;

2° Des membres du corps administratif et enseignant des établissements normaux d'instituteurs et d'institutrices de l'État ;

3° Des inspecteurs et inspectrices des mêmes établissements ou des écoles primaires communales et adoptées, jouissant, comme fonctionnaires de l'État, d'un traitement sur le Trésor public ;

4° Des professeurs, directeurs et inspecteurs communaux ;

5° Des membres du personnel enseignant des écoles communales primaires, gardiennes ou d'adultes, ainsi que des membres du personnel enseignant des écoles primaires adoptées, ayant la qualité de Belge et auxquels s'appliquent les articles 13 et 15 de la loi organique de l'enseignement primaire du 15 septembre 1895 ;

6° Du personnel administratif et enseignant de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers et des écoles moyennes d'agriculture de l'État.

WETSVOORSTEL

op de pensioenen van het onderwijzend
personeel.

EERSTE ARTIKEL.

De bepalingen vervat in het 3^{de} lid van artikel 1 der wet van 10 Januari 1886, betreffende de *maxima*, zijn van toepassing op de berekening der pensioenen van :

1° De leden van het beheerend en onderwijzend korps van de inrichtingen voor middelbaar onderwijs, door den Staat bestuurd ;

2° De leden van het beheerend en onderwijzend korps der normale inrichtingen voor onderwijzers en onderwijzeressen van den Staat ;

3° De opzieners en opziensters van dezelfde inrichtingen of van de lagere gemeentescholen of lagere aangenomen scholen, die, als Staatsbeambten, eene door de Schatkist betaalde jaarwedde genieten ;

4° De leeraren, bestuurders en toezieners van gemeentescholen ;

5° De leden van het onderwijzend personeel der lagere gemeentescholen, der bewaarscholen of der scholen voor volwassenen, alsmede de leden van het onderwijzend personeel der aangenomen lagere scholen, die de hoedanigheid van Belg bezitten en op wie de artikelen 13 en 15 der organieke wet van 15 September 1895 op het lager onderwijs van toepassing zijn ;

6° Het beheerend en onderwijzend personeel van het Hooger Handelsinstituut te Antwerpen en van Staats middelbare scholen voor landbouw.

ART. 2.

Le tableau annexé à l'article 8 de la loi du 21 juillet 1844 est complété par l'adjonction des membres du personnel enseignant et administratif des écoles primaires, gardiennes et d'adultes, communales et adoptées. Chaque année de services compte, dans la liquidation, pour $\frac{1}{50}$ du traitement qui sert de base à la pension.

ART. 5.

Le traitement qui sert de base à la liquidation de la pension des membres du corps enseignant repris à l'article 1^{er}, est la moyenne la plus favorable des traitements de cinq années consécutives.

ART. 4.

Les pensions des membres du corps enseignant admis à la retraite ou pensionnés avant la mise en vigueur de la présente loi, seront révisées d'après les bases indiquées aux articles 1, 2 et 3 avec jouissance à partir du 1^{er} janvier 1910.

ART. 5.

Un crédit spécial de 15,000 francs est ouvert au Ministère des Finances pour couvrir les frais résultant de la revision des pensions des membres du corps enseignant, conformément aux dispositions de la présente loi. Il sera rattaché au budget de ce département pour l'exercice 1910.

ART. 2.

De bij artikel 8 der wet van 21 Juli 1844 gevoegde tabel wordt aangevuld door toevoeging van de leden van het beheerend en onderwijzend personeel der lagere scholen, der bewaarscholen en der scholen voor volwassenen, zoowel gemeentescholen als aangenomen scholen. Elk dienstjaar telt, bij de pensioensberekening, voor $\frac{1}{50}$ van de jaarwedde die tot grondslag dient aan het pensioen.

ART. 3.

De jaarwedde die tot grondslag dient aan de berekening van het pensioen der leden van het onderwijzend korps, in artikel 1 vermeld, is het meest voordelige gemiddeld bedrag der jaarwedden van vijf achtereenvolgende jaren.

ART. 4.

De pensioenen der leden van het onderwijzend korps, tot het pensioen toegelaten of op pensioen gesteld vóór het in werking treden van deze wet, worden herzien naar de grondslagen aangeduid in de artikelen 1, 2 en 3, met volle genot te rekenen van 1 Januari 1910.

ART. 5.

Een bijzonder krediet van 15,000 frank wordt ter beschikking van het Ministerie van Financiën gesteld tot bestrijding van de kosten die, ingevolge deze wet, moeten voortspruiten uit de herziening der pensioenen van de leden van het onderwijzend korps. Het wordt opgenomen in de Begrooting van dat Departement voor het dienstjaar 1910.

Fernand Cocq,
Fg. Masson,
A. Buyl.